



**PRESTATIONS DE TRANSPORTS SANITAIRES DES
PATIENTS POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE
TERRITOIRE DU LOIRET**

AO / CCTP 2025-02/1

Appel d'offres ouvert

Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - GÉNÉRALITES	3
ARTICLE 2 – DÉFINITION DES TRANSPORTS	4
Alinéa 2.1 Transports sanitaires en Ambulance (lots n° 1 à 7)	4
Alinéa 2.2 Transports assis professionnalisés (VSL ou Taxis) (lots n° 8 à 14).....	4
Alinéa 2.3 Description des prestations.....	5
Alinéa 2.4 Prestations exclues.....	6
ARTICLE 3 – DÉFINITION DE LA PRESTATION.....	6
Alinéa 3.1 Définition.....	6
Alinéa 3.2 Horaires	6
Alinéa 3.3 Tarifs.....	7
Alinéa 3.4 Délais d'intervention urgent	7
ARTICLE 4 – EXIGENCES ORGANISATIONNELLES	7
Alinéa 4.1 Pour l'EPSM Georges Daumézou (lots 7 et 14)	7
Alinéa 4.2 Pour les lots 1-2-3-6-8-9-10-13	7
Alinéa 4.3 Pour les lots 4-5-7-11-12-14.....	8
ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION	8
Alinéa 5.1 Prescription médicale.....	8
Alinéa 5.2 Commande et suivi des transports	8
Alinéa 5.3 Engagement du ou des titulaires.....	9
Alinéa 5.4. Dispositions communes aux transports programmés et non programmés	9
Alinéa 5.5 Transports programmés.....	9
Alinéa 5.6 Transports non programmés.....	10
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	10
Alinéa 6.1 Respect des règles d'hygiène	10
Alinéa 6.2 Respect de la réglementation du code de la route.....	11
Alinéa 6.3 Déontologie et respect du droit du patient	11
Alinéa 6.4 Respect des horaires	11

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de fixer les dispositions techniques nécessaires à l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 1 - GÉNÉRALITES

Le présent marché a pour objet d'assurer les **transferts en Ambulance ou en TAP (transports assis professionnalisés)** de jour de patients hospitalisés dont le transport a été prescrit par l'un des établissements constituant le GHT 45, suivant les dispositions de l'article 80 de la loi de financement de la sécurité sociale.

Le marché est composé de 14 lots géographiques définis comme suit :

Transports sanitaires en Ambulance à la charge de :	
1	Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans
2	Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise d'Amilly
3	Centre Hospitalier de Pithiviers
4	Hôpital de Sully sur Loire
5	Centre Hospitalier de Beaugency
6	Centre Hospitalier de Gien <u>et</u> le Site Jeanne d'Arc
7	L'EPSM Georges Daumézon de Fleury-les-Aubrais
Transports assis professionnalisés (TAP) à la charge de :	
8	Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans
9	Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise d'Amilly
10	Centre Hospitalier de Pithiviers
11	Hôpital de Sully sur Loire
12	Centre Hospitalier de Beaugency
13	Centre Hospitalier de Gien <u>et</u> le Site Jeanne d'Arc
14	L'EPSM Georges Daumézon de Fleury-les-Aubrais

ARTICLE 2 – DÉFINITION DES TRANSPORTS

Alinéa 2.1 Transports sanitaires en Ambulance (lots n° 1 à 7)

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale, **les lots n°1 à 7** visent les transports en ambulance de patients s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Le patient présente au moins une déficience ou des incapacités nécessitant un transport obligatoirement en position allongée ou semi-assise ;
- Le patient nécessite un transport avec surveillance par une personne qualifiée ou nécessitant l'administration d'oxygène ;
- Le patient nécessite un transport avec brancardage ou portage, ou un transport devant être réalisé avec des conditions d'asepsie.

Les seuls prestataires habilités à répondre aux lots n° 1 à 7 sont les transporteurs sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrés dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code.

Le transporteur doit respecter les conditions définies à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

Le titulaire s'engage ainsi à disposer pour l'exécution de ce marché de l'équipage conforme au code de la santé publique : 2 équipiers dont au moins un titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier (DEA) et un deuxième titulaire de l'attestation de formation d'auxiliaire ambulancier ou titre équivalent.

Le Titulaire doit à tout moment prendre les dispositions nécessaires afin de s'adapter aux évolutions de la réglementation applicables aux transports sanitaires agréés, cela sans que les Centres Hospitaliers aient à en faire la demande expresse et sans que cela n'entraîne une modification du prix du marché.

Alinéa 2.2 Transports assis professionnalisés (VSL ou Taxis) (lots n° 8 à 14)

En conformité avec les dispositions du code de la santé publique, du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale, **les lots n°8 à 14** visent les transports assis professionnalisés (TAP) s'inscrivant dans les cas de figure suivants :

- Déficience ou incapacité physique invalidante nécessitant une aide au déplacement technique ou humaine mais ne nécessitant ni brancardage ni portage ;
- Déficience ou incapacité intellectuelle ou psychique nécessitant l'aide d'une tierce personne pour la transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante en l'absence d'un accompagnant ;
- Déficience nécessitant le respect rigoureux des règles d'hygiène ;
- Déficience nécessitant la prévention du risque infectieux par la désinfection rigoureuse du véhicule.

Les lots n° 8 à 14 peuvent également viser des transports prescrits pour l'assuré ou l'ayant droit soumis à un traitement ou ayant une affection pouvant occasionner des risques d'effets secondaires pendant le transport.

Les seuls prestataires habilités à répondre aux présents lots sont :

- les transports sanitaires agréés dans les conditions définies aux articles R. 6312-1 du code de la santé publique et bénéficiant d'une autorisation de mise en service délivrées dans les conditions définies aux articles R. 6312-33 du même code, à savoir les véhicules sanitaires légers (VSL).

Le transport doit ainsi respecter les critères définis à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres. Le prestataire s'engage ainsi, pour chaque transport, de disposer d'une personne titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou de la qualification d'auxiliaire ambulancier ou leurs équivalents.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

- les entreprises de taxis conventionnées avec les caisses primaires d'assurance maladie pour le transport de patient, qui par nature en vertu de leur conventionnement d'une part exploitent de façon effective et continue leur autorisation de stationnement depuis plus de deux ans et d'autre part proposent une prestation conforme à l'arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription de transport.

Cette prestation comprend une aide au déplacement et à l'installation du patient dans le véhicule, une transmission des informations nécessaires à l'équipe soignante, le respect rigoureux des règles d'hygiène et la prévention du risque infectieux et la conservation à bord du véhicule d'une trousse de secours dont la composition minimale est précisée dans ladite convention.

Alinéa 2.3 Description des prestations

Elle inclut pour chaque lot les éléments suivants :

- Les transports « inter-établissements », à savoir les transports de patients hospitalisés depuis une entité juridique membre du groupement hospitalier de territoire vers une autre entité juridique (établissement de santé), membre ou non du GHT, avec ou sans retour ;
- Les transports « intra-établissement », à savoir les transports entre entité géographique d'une même entité juridique ;
- Les transports d'un patient vers son domicile (ou vers une structure assimilée – EHPAD notamment) en cas de permission de sortie **pour raison médicale** d'une durée inférieure à 48 heures, ainsi que son retour vers l'établissement ;
- Les transports provisoires de patients hospitalisés pour la réalisation d'une prestation en dehors de l'établissement (en cabinet de ville par exemple) à l'exception des transferts pour réalisation d'une séance de radiothérapie dans une structure d'exercice libéral ou un centre de santé.

Par ailleurs, et à l'exception des USLD, tous les champs d'activité sanitaires des établissements sont visés : MCO, SSR, Psychiatrie.

Enfin, la prestation de transport inclut la prise en charge du dossier médical du patient et de ses effets personnels.

Alinéa 2.4 Prestations exclues

Sont exclues du présent marché les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière de l'hôpital, à savoir :

- Les transports médicalisés ;
- Les transports effectués dans le cadre de l'aide médicale d'urgence (autrement dit que la commande de transport soit passée par un Samu-Centre 15) ;
- Le transport visant à hospitaliser un patient. Sont visés les transferts d'un patient depuis son domicile vers un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire en vue de son hospitalisation mais également les transferts depuis un établissement membre du Groupement hospitalier de territoire vers un autre établissement lorsque le patient n'est pas hospitalisé au moment du transfert ;
- Les retours définitifs d'un patient vers son domicile ;
- Les transports de patients non hospitalisés depuis leur domicile vers un établissement membre du groupement hospitalier de territoire pour la réalisation d'une consultation externe (notamment de préadmission) ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers une unité de soins de longue durée à l'exception des transports réalisés entre deux établissements relevant d'une même entité géographique ;
- Les transports provisoires et définitifs depuis et vers un EHPAD à l'exception des transports réalisés entre deux établissements ou relevant d'une même entité géographique ;
- Les permissions de sortie pour convenance personnelle.

ARTICLE 3 – DÉFINITION DE LA PRESTATION

Alinéa 3.1 Définition

La prestation de transport demandée peut être :

- Un aller simple ;
- Un retour simple ;
- Un aller-retour ;
- Un aller jour J avec un retour au maximum J+2.

Cette prestation concerne des transports à la charge financière de de l'établissement tel que le prévoit la réglementation en vigueur. Il peut s'agir de transports de patients pour des consultations à l'extérieur, des transferts inter-services, inter-sites ou inter-établissements. Il portera également sur le transport de patients à conduire en structure de soins.

Alinéa 3.2 Horaires

Les horaires dit de jour sont du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 8h à 12h.

Les dimanches et jours fériés sont définis selon le calendrier national.

Alinéa 3.3 Tarifs

Les remises sont fermes et définies dans le bordereau de prix du candidat.

Seul le tarif ministériel en vigueur au moment de l'exécution des transports sera accepté.

En cas de modifications des tarifs fixés par décrets ministériels, ceux-ci prendront effet à la date d'application dudit arrêté constatant les hausses ou les baisses de tarification de référence.

Les courses d'approches ne sont pas facturables dans le cadre de l'article 80.

Alinéa 3.4 Délais d'intervention urgent

Les candidats devront être en capacité d'intervenir rapidement sur les lieux de prise en charges des patients lors des demandes urgentes.

Le délai d'intervention maximal est fixé à 30 minutes.

ARTICLE 4 – EXIGENCES ORGANISATIONNELLES

Alinéa 4.1 Pour l'EPSM Georges Daumézon (lots 7 et 14)

Le candidat doit être en capacité d'assurer les transports entre l'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA) et un centre pénitencier avec un transport en ambulance obligatoire, accompagné d'une escorte pénitentiaire. Ces transports doivent impérativement être effectués aux jours et horaires programmés.

Le candidat souhaitant répondre aux lots 7 et 14 devra **impérativement remplir le bordereau de prix associés**.

Toutes les caractéristiques liées à ces lots sont développées dans le CCTP spécial joint à ce dossier.

Alinéa 4.2 Pour les lots 1-2-3-6-8-9-10-13

Pour les 4 établissements suivants, la transmission des demandes de transport aux titulaires s'effectuera à travers la plateforme dématérialisée de commande PTAH de la société Geosoft :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ;
- Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise d'Amilly ;
- Centre Hospitalier de Pithiviers ;
- Centre Hospitalier de Gien.

Cette transmission vaut bon de commande.

L'environnement technique de la plateforme permet ainsi de saisir, tracer et traiter la demande de transport. Celle-ci est traduite par la plateforme sous forme d'une « commande » permettant sa traçabilité auprès du transporteur.

Cette commande comporte les données de temps et de lieu du trajet, la distance kilométrique du trajet, le moyen de transport prescrit et toutes les informations nécessaires à la réalisation du transport.

La plateforme est chargée notamment :

- D'enregistrer la prescription médicale ;
- De tenir à jour une traçabilité des demandes et du suivi des réponses apportées ainsi que des événements indésirables, en amont de la commande ou en aval (jusqu'à la réalisation du transport).

Par conséquent, pour ces lots, les titulaires devront impérativement être interfacés avec le logiciel de régulation PTAH (mail, SMS, portail web).

Un interfaçage avec d'autres plateformes de régulation est déjà actif. La société propose également une application mobile.

Alinéa 4.3 Pour les lots 4-5-7-11-12-14

En l'absence de mise en place d'une plateforme de commande, le pouvoir adjudicateur émettra les commandes au titulaire du lot par téléphone, par fax ou par informatique.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

Alinéa 5.1 Prescription médicale

Une prescription médicale de transport (PMT), établie par un médecin identifié (RPPS-FINESS), doit toujours précéder la réalisation du transport.

Il prescrit un moyen de transport au patient, selon son état de santé et son niveau d'autonomie et de déficience, conformément au référentiel de prescription de décembre 2006.

Cette prescription est réalisée sur la base du Cerfa S3138c n° 11574*04.

La prescription a notamment comme objectif d'indiquer à l'entreprise de transport l'établissement prescripteur, c'est-à-dire celui assumant la charge du transport. A noter que la prescription doit mentionner le cas de figure où l'établissement prescripteur correspond à l'établissement depuis lequel le patient est transféré (cas majoritaire) ou correspond à l'établissement vers lequel le patient est transféré (sont principalement visés les transferts d'un patient pour réalisation d'une séance de chimiothérapie, de dialyse et de radiothérapie).

La prescription doit par ailleurs indiquer :

- L'identification du patient (nom, prénom, âge) ;
- La nature du transport (Aller, Aller-retour, transport simultané de plusieurs patients, etc.) ;
- La date et l'heure de prise du rendez-vous du patient ;
- Le lieu de prise en charge ;
- Le lieu de destination.

Alinéa 5.2 Commande et suivi des transports

Le bon de commande, selon les établissements, pourra être transmis au titulaire par téléphone, par fax ou par informatique via une plateforme de régulation.

Le bon de commande précisera :

- Le nom et prénom du patient ;
- La date et l'heure du transport ;
- Le service où se trouve le patient ;
- La destination où se rend le patient ;
- Pour une consultation, en plus, l'heure du rendez-vous chez le médecin spécialiste ;
- Le type de véhicule prescrit.

Alinéa 5.3 Engagement du ou des titulaires

La ou les entreprise(s) soumissionnaire(s) s'engage(nt) à assurer les transports demandés par l'établissement prescripteur.

La ou les entreprise(s) soumissionnaire(s) s'engage(nt) à répondre dès réception de la demande exprimée.

La ou les entreprise(s) soumissionnaire(s) s'engage(nt) au respect des horaires convenus avec l'établissement de santé.

Les délais de réponse sont définis au moment de l'expression de la demande, et sont plus contraignants si la demande est faite suffisamment en amont, afin de favoriser l'anticipation des besoins.

Au vu de l'heure prévue de sortie, l'établissement veille à ce que le patient soit prêt, les formalités liées à son départ effectuées, et la prescription médicale de transport réalisée.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement porter une carte d'identité ainsi qu'un badge attestant de sa qualité professionnelle. Il se conformera à toute procédure d'identification et de contrôle mise en place par le pouvoir adjudicateur.

Alinéa 5.4. Dispositions communes aux transports programmés et non programmés

Le choix du mode de transport (TAP ou ambulance) et ses caractéristiques appartiennent à l'établissement demandeur.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre à une demande de transport en TAP, il peut y substituer un transport en ambulance, qui lui sera réglé sur la base du tarif applicable au transport en TAP qu'il n'a pas été en mesure de réaliser, conformément aux prescriptions de l'Assurance Maladie.

Alinéa 5.5 Transports programmés

Les transports programmés sont ceux pour lesquels une demande est adressée au titulaire la veille pour le lendemain.

Le bon de commande, est transmis au titulaire selon les modalités définies au point 4.2.

Le titulaire est tenu d'exécuter la prestation aux jours, heures et selon les modalités indiquées dans le formulaire de demande de transport émis par l'établissement.

Alinéa 5.6 Transports non programmés

Dans le cas de transports non programmés, le titulaire devra mettre en place tous les moyens nécessaires à la réactivité attendue pour cette prestation.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION

Le titulaire s'engage à respecter strictement la réglementation relative à l'agrément, à l'équipement et à la composition et qualification des équipages des véhicules. Le transport sera assuré par un personnel dont le nombre et la qualification sont fixés par la législation et la réglementation en vigueur.

Le transport simultané de deux patients en ambulance est interdit.

Les prestations sont exercées dans les conditions suivantes :

- Le mode de transport est déterminé par le praticien du service et doit être respecté ;
- Les patients sont pris en charge dans leur chambre ou dans tout lieu convenu ;
- Le service confie au titulaire le dossier médical à remettre au lieu de consultation, d'examen ou de transfert et lui donne les informations nécessaires.
- Le titulaire assure l'accompagnement des patients jusqu'au service ou tout lieu convenu et assure les transmissions nécessaires aux équipes soignantes. Si l'état du malade le justifie, le transporteur doit attendre auprès de lui jusqu'à la prise en charge soignante pour l'examen prévu.
- Pour les retours, le transport s'achève lorsque le patient est réinstallé dans sa chambre ou à tout autre endroit convenu, que le dossier ait été rendu au secrétariat ou au personnel soignant du service et que les transmissions nécessaires ont été faites.
- Les règles édictées par la CPAM pour la prise en charge des malades s'appliquent.

Le titulaire ayant la priorité pour les transports sanitaires de l'article 80 n'aura en aucun cas un accès prioritaire aux autres prestations exclues de ce marché (cf. article 2.4).

Alinéa 6.1 Respect des règles d'hygiène

L'ambulancier accompagnera le patient jusqu'au service concerné et s'assurera avant de quitter le patient que celui-ci est bien pris en charge.

Le titulaire doit respecter les règles d'hygiène. L'équipe du titulaire devra porter des tenues professionnelles lui permettant d'être identifiée et de savoir à quelle société elle appartient.

Le linge du brancard doit être fourni par le prestataire pour les ambulances et changé systématiquement après le transport de chaque patient voyageant allongé.

Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur les modes opératoires utilisés pour l'hygiène et la maintenance de ses véhicules.

Le pouvoir adjudicateur informera le transporteur en cas de consignes spécifiques liées à l'hygiène et se réserve le droit de contrôler à tout moment le niveau d'hygiène des véhicules.

Alinéa 6.2 Respect de la réglementation du code de la route

Le titulaire devra respecter la réglementation imposée par le Code de la route et il devra adapter sa conduite à l'état du patient transporté.

Alinéa 6.3 Déontologie et respect du droit du patient

L'équipe du titulaire est liée par l'obligation de discrétion professionnelle et de secret médical pour tout ce qui a trait à l'état du malade. Au cours de la manipulation, l'équipage respectera l'intégrité physique, la pudeur, la dignité ainsi que le confort de la personne transportée.

Le dossier médical de chacun des malades sera éventuellement remis à l'équipe ambulancière pour être transmis aux agents accrédités des établissements. L'équipe ambulancière est responsable de la garde du dossier médical pendant tout le transport.

Alinéa 6.4 Respect des horaires

Dans la mesure du possible, le pouvoir adjudicateur passera ses commandes de transports programmés la veille du jour du rendez-vous.

Pour les commandes « au jour le jour », et les urgences, le délai d'intervention à une commande est de **30 minutes maximum**.

Le titulaire s'engage à respecter l'heure prévue pour le transport et/ou le rendez-vous quel que soit le mode retenu et les consignes et impératifs des services de soins fixés par le pouvoir adjudicateur. Aucun retard ne pourra être justifié par l'accomplissement préalable d'une mission qu'elle entre ou non dans le cadre du présent marché.

En cas d'indisponibilité de réponse ou d'impossibilité d'assurer la simultanéité des transports, le titulaire du marché fait exécuter la prestation commandée pour son compte par un confrère, en avertissant le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, le titulaire conserve vis-à-vis du pouvoir adjudicateur la responsabilité de la bonne exécution de la prestation. Celle-ci sera facturée par le titulaire dans les conditions du marché. Il fera son affaire des relations avec l'entreprise qui aura effectué le transport. Cette mesure doit cependant rester exceptionnelle.

Le titulaire devra également prévenir le personnel du service de soins concerné pour qu'il puisse s'organiser dans la continuité des soins.

Pour les rendez-vous d'examens ou de consultations, le titulaire s'engage à reprendre le patient dans les 30 minutes qui suivent la demande de retour.

Alinéa 6.5 Politique environnementale et sociétale

A travers une rédaction argumentée dans le cadre de réponse technique, le candidat développera les dispositions environnementales et sociétales présent en au sein de son entreprise comme le suivi des émissions de CO², un parc de véhicule électrique/hybride, des produits d'entretiens des véhicules non polluants, des formations écoconduites, l'optimisation des trajets, les actions sociales menées par l'entreprise, etc.